

AS PREPARED FOR DELIVERY

1st African Decent Work Symposium

“Recovering from the crisis:

The implementation of the Global Jobs Pact in Africa”

(Ouagadougou, December 1, 2009)

Discours de Mr Juan Somavia, Directeur général,

Bureau international du Travail

Son Excellence, Monsieur le Président de la République du Faso,

Son Excellence, Monsieur le Président de la République du Sénégal,

Son Excellence, Monsieur le Président de la République du Togo,

Monsieur le Premier Ministre et membres du Gouvernement du Faso,

Monsieur le Président du Parlement PanAfricain,

Mesdames et Messieurs les Ministres du Travail,

Mesdames et Messieurs les Ministres des Finances et leurs
représentants,

Sir Roy Trotman, Vice-Président du Conseil d'administration de
l'OIT,

Chers mandants tripartites de l'OIT,

Chère Madame Rabiadou Diallo, Membre du Conseil d'administration
de l'OIT,

Les Membres du Corps Diplomatiques,

Chers collègues de la famille des Nations Unies et des institutions
régionales d'Afrique,

Monsieur le Directeur Régional pour l'Afrique de l'OIT et les membres de l'équipe régionale,

Chers amis,

C'est avec un immense plaisir et une profonde émotion que je retrouve Ouagadougou, et l'Afrique, où vous me faites tellement me sentir chez moi.

Monsieur le Président Compaoré, merci pour l'invitation et l'hospitalité que vous nous accordez à nouveau avec votre grande générosité du cœur.

Bravo pour la constance de votre vision et la persistance dans l'action.

Merci pour votre engagement constant pour le dialogue, auprès de pays frères.

Sous votre impulsion, Ouagadougou est devenue un symbole de rassemblement autour de l'emploi, instrument de paix, de dignité et de développement.

Déjà en 2004, le Sommet extraordinaire de l'Union Africaine pour l'emploi et la réduction de la pauvreté avait marqué une volonté politique forte, et créé une influence globale.

Nous voilà de retour en pleine crise pour donner au Pacte mondial pour l'emploi une dimension africaine; pour l'enraciner dans vos riches et diverses réalités sous régionales et nationales.

Mes respects et ma sincère considération aux Chefs d'Etat et de gouvernement réunis aujourd'hui.

Monsieur le Président Wade, merci pour votre leadership intellectuel et politique en cette période troublée.

Nous sommes pleinement d'accord avec vous quand vous déclarez, à Dakar, lors de l'Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement, en mai dernier, que la solution à la crise financière ne pouvait venir que de l'économie réelle.

Monsieur le Président Faure, merci de nous avoir honoré de votre présence à la Conférence internationale du Travail; nous partageons avec vous que nous sommes en présence (je vous cite) « d'une crise de valeur, une crise de vision, une crise de fondement, une crise de survie. »

Merci, Excellences, d'honorer le monde africain du travail de votre présence. Votre participation rehausse le sens politique de ce colloque, et nous inspire à mieux servir chaque jour nos mandants tripartites.

Une crise mondiale en Afrique

Chers Amis

Cette crise a brutalement touché l'Afrique et ses peuples.

Vous tous, mieux que quiconque, en connaissez les conséquences sur votre développement.

Marche arrière dans la lutte contre la pauvreté,

pressions accrues sur les entreprises;

chômage, insécurité; tensions sociales dans le monde du travail;

et à nouveau les femmes, les enfants et le monde informel sont les plus vulnérables, les plus exposés.

Mais aussi réduction des recettes de l'Etat, du financement international, des transferts des migrants, et des exportations.

Tout ceci déclenché par une crise au cœur du monde développé qui n'a pas su voir comment un système financier déséquilibré, et sans boussole éthique, avait englouti l'économie réelle.

Nous sommes victimes de la conduite irresponsable de certains grands acteurs de la finance internationale tel qu'un virus qui se loge dans nos systèmes économiques et sociaux.

Maintenant, ceux-là même qui n'ont pas vu venir la crise nous rassurent parce qu'ils perçoivent des signes d'amélioration à l'horizon. Déjà on nous annonce une sortie de crise.

Et bien non !

Un rebond sans emploi n'est pas une reprise.

On ne peut accepter une situation où quelques-uns célèbrent déjà s'être sauvés du pire, et aspirent à un retour au « business as usual »; et où une majorité continue dans l'insécurité, et pire qu'avant.

Voilà une bombe à retardement sociale et politique partout dans le monde!

A l'OIT notre message est clair: tant qu'il n'y aura pas de reprise durable de l'emploi, ici en Afrique et dans le monde, nous ne serons pas sortis de cette crise.

C'est tout le sens politique du Pacte mondial de l'emploi, guidé par les valeurs de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.

Ce Pacte a reçu, dans un délai extrêmement court, un appui généralisé dans le monde.

Le Pacte est une vision positive et productive; c'est la réponse de l'économie réelle aux méfaits de l'économie financière internationale.

La priorité c'est:

- l'investissement, l'entreprise et l'emploi productif;
- la formation;
- le respect des droits des travailleurs;
- un meilleur lien entre la croissance de la productivité et celle des salaires;
- la protection sociale des plus faibles;
- le dialogue social.

Le Pacte est un instrument pour sortir collectivement de la crise, et de façon coordonnée.

C'est pourquoi, le Conseil d'administration du BIT vient d'adopter une décision, qui nous dit: « la question de l'emploi, du sous-emploi et du chômage exige la même attention au plus haut niveau politique que le sauvetage du système financier. »

Cela requiert une farouche volonté politique:

Excellences, Messieurs les Présidents, votre présence symbolise le fait que ce leadership doit venir de la tête de l'Etat.

- Voilà l'enjeu politique de ce Premier Colloque africain sur le travail décent.
- La question interpelle autant les Ministres du Travail que les Ministres des Finances et de l'Economie.
- Je me réjouis de leur présence. Leur expertise et expérience sont centrales pour une sortie productive de la crise. En même temps je crois que l'OIT peut faire ses contributions à une croissance

globale plus équilibrée et soutenable, comme l'ont demandé récemment les ministres des Finance du G20.

A resilient Africa – setting the stage

Excellencies,

Dear Friends,

To face and conquer this enormous global challenge, we need continued African leadership. And you know how to lead.

You strongly supported the adoption of the Global Jobs Pact.

The President of Mozambique, the President of Togo, the Prime Minister of Burkina Faso, the Vice-Presidents of Burundi, Kenya, Nigeria and South Africa, all came personally to make their contributions.

In Addis Ababa, last September, at the African Union Tripartite Labour and Social Affairs Commission, you strongly expressed your commitment to apply the Pact in Africa.

I welcome the presence of Minister Nkili, President of the Commission, who plays an important role in ILO activities.

At the national level, you are emphasizing consensus building through tripartite recovery and oversight committees.

Yesterday, African employers and workers adopted a Declaration: “Working together for the Global Jobs Pact” which I commend you. It is a strong commitment by the actors of the real economy to African recovery in African hands.

The words of Madame Diallo, in representation of the African Employers and Workers, symbolizes the unity of purpose of these agreements, and also highlights the need to help Guinée find a path of peace and security for all.

And the ILO is with you.

The main document submitted for your discussions highlights activities already undertaken with you in your different countries.

And it is now an ILO priority to deepen and expand, within our resources, our support to constituents to apply those elements of the Global Jobs Pact that respond best to your needs and priorities.

And let me tell you how stimulated I have been in my contacts with you in this year of crisis.

With tranquillity and self-assurance, you are saying:

Africa is strong, resilient, it has a voice. It will persist and will succeed

Africa –with the ILO – on the path to balanced and sustainable recovery

Today, the crisis has accelerated the recognition of the need to change the prevailing model of growth.

Higher sustainable growth and consumption in Africa is Africa's challenge; it is also in the interest of the world.

Let me identify some immediate challenges.

First, the informal economy.

Raising the quality of employment, the productivity of livelihoods and the conditions of workers in informal settings must be a priority.

The objective is to progressively expand the productive potential of the informal economy by taking people where they are and help them to move forward.

Social economy networks are key allies: cooperatives, women's associations, women entrepreneurs; mutual health insurance groups, producers groups, youth organisations.

We know of President's Faure keen interest in cooperatives.

Second, social protection.

I think that Africa can show the way to the establishment of a basic floor of social protection for all. Promising developments are under way in several countries, including Burkina Faso, Mozambique and others.

Social protection is about protection; most importantly about empowerment; but also about expanding the consumption of the poor to counter extreme poverty.

It enhances people's capacity to reap the full opportunities of the market in order to be able to work out of poverty.

Gradually, we believe each country can develop a policy package to establish a basic floor of social protection for all that is affordable, with the help of international development cooperation.

Third, agriculture and food security.

I welcome the renewed attention to agriculture and food production, the backbone of economic development.

This is as much about production as about employment. There is a vast untapped potential here in Africa. President Wade, thank you for your firm commitment to rural and agricultural development.

Fourth, regional integration.

A priority you Excellencies staunchly defend. This is about infrastructure, and all manner of exchanges within Africa, but it is also about policy integration. Africa's stance on global policy issues, from trade negotiations to financial flows, to development cooperation.

The forthcoming MDG review in 2010 is an opportunity for Africa to look at the global policy constraints that have made it so difficult to reach the MDG targets; to use the Global Jobs Pact to define an approach centred on the basic needs of people; on decent jobs and social protection.

Fifth, national policy coherence to implement the Global Jobs Pact.

Ministers of Finance, of Economy, Trade Ministers, Ministers of Labour, of Social Affairs, need to work together to ensure a balanced employment-oriented framework for growth and development.

Employment objectives must be a central part of macro-economic and macro-social policy mixes.

Six, financing for jobs, protection and development.

Bilateral development financing, UN programmes, concessional multilateral financing, private lending and investment flows.

The G20 Leaders, in London and in Pittsburgh, have called for additional concessional funding, through the IMF, the African Development Bank, the World Bank.

In this context, having enough autonomous policy space is crucial.

Africa needs the extra leg room to make choices in your development path - and the international community must be ready to support this.

One December is World Aids Day. The ILO is present in your fight against this world disease. Let us remember the millions around the world who struggle to work with AIDS. The world of work has a role

to play in prevention and cure. The ILO is your strong partner in these efforts.

The crisis of a development paradigm

The crisis compels us to take a hard look at our domestic and global development paradigms. Challenging times call for innovative policy choices.

We will not get out of the crisis with the same policies that produced the crisis.

For example, too many financial actors have concentrated on quick, short term, profits rather than steady, long term, gains, forgetting that the role of the financial system is to service the real economy. This must change.

A few weeks ago the President of the African Development Bank, Donald Kaberuka, asked the question: “After two decades of applying

the Washington consensus, is there a need for a new paradigm? A change of direction or at least a change of gear?"

I agree with him.

At the ILO we have been asking the same questions!

Our World Commission on the Social Dimension of Globalization, co-chaired by former President Mkapa of Tanzania, gave a strong message in 2004: the path of the global economy, that led to the crisis, was not sustainable, not economically, socially, not politically.

That must change. We need a fait and sustainable globalization.

The Executive Secretary of the UN Economic Commission for Africa, Dr Janneh, noted recently: "There is something wrong with persistently high growth rates that do not reduce poverty or provide employment opportunities".

A new balance

In this sense, the crisis may be putting an end to a long period during which the prevailing policy thinking overvalued the capacity of the market to self-regulate; undervalued the role of government; and devalued the dignity of work and the environment.

We need a new balance. Market forces and private actors are essential to an efficient economy.

The market needs a degree of regulation to ensure it works for the benefit of all.

Government has an important role to ensure the fundamental freedoms we believe in, the essential services we rely on, but also to guide the market towards development. It needs to be efficient and effective.

And both markets and governments must respond to people's needs, invest in public services, for which access by citizens cannot depend just on personal income or market values.

What the balance should be, between regulation through government, dynamism and innovation through the market, social dialogue and collective bargaining in sectors and enterprises, and initiatives through civil society, is for each country and region to determine according to its own experience. But everywhere a new balance is necessary; and very much so in the rules and governance of the global economy

The world needs to come out of the crisis with a framework for strong, sustainable and balanced growth.

I invite you all to reflect on a real economy answer to those questions.

Excellences,

Chers Amis,

Permettez-moi de conclure avec un message personnel qui traduit mon sentiment profond.

Merci à l’Afrique.

Merci pour votre engagement constant aux côtés de l’Agenda pour un travail décent.

Engagement exprimé avec force et éclat à Ouagadougou en Septembre 2004.

Merci pour votre rôle lors de l’adoption, en 2008, de la Déclaration de l’OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.

Merci pour votre appui au Pacte mondial pour l’emploi, et votre engagement collectif en faveur de son application.

Et merci pour le renouvellement de votre confiance dans votre Directeur général. Je ne serais pas là aujourd'hui sans votre soutien.

Plus que jamais, votre confiance m'honore et m'engage.

Et finalement, merci pour votre énergie, votre force intérieure, pour la force de votre identité, pour les convictions qui vous animent; ça me prend et cela m'inspire.

Et vous dire à nouveau que cet ami de l'Afrique, que ce premier Directeur général de l'OIT issu du Tiers Monde, sera toujours à vos côtés.